Autonomisation des jeunes filles : Ambassade du Royaume-Uni à Bamako met à l'honneur deux "Ambassadrices d'un jour"

MALI

1903

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 23 MARS 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Tensions diplomatiques

L'AES dénonce une "ingérence" européenne et durcit le ton



Célébration de l'Aïd El-Fitr : Assimi Goïta prie à Koulouba sous le signe de la cohésion nationale



Bureau des Produits Pétroliers : Un convoi exceptionnel de 790 citernes accueilli

Malikilé

BONNE FÊTE

RAMADAN



« **En ce jour sacré de l'Aïd el-Fitr**, toute l'équipe de votre magazine numérique **MALIKILÉ** adresse ses vœux les plus fraternels à chaque Malien et Malienne, dans le pays comme à travers le monde.

Que cette fête marquant la fin du Ramadan soit pour vous un moment de paix, de pardon et de solidarité profonde.

Que la lumière de l'Aïd illumine vos foyers et renforce notre unité.

Sambè Sambè et excellente fête de Ramadan à toutes et à tous ! »

Sommaire <<







Une / Tensions diplomatiques : L'AES dénonce une "ingérence" européenne et durcit le ton **P. 4**

Brèves /
Marché régional : Le Mali lève 53,6 milliards FCFA **P. 9**
Mali : Permis minier élargi à Kéniéba **P. 9**
Hausse inquiétante des cas de dengue : Appel à la vigilance collective du Président10 **P. 10**
Abdoulaye Diop soutient le Forum Panafricain des Médias : Vers une reconquête du narratif africain **P. 10**

Actualité /
Bureau des Produits Pétroliers : Un convoi exceptionnel de 790 citernes accueilli **P. 13**
Célébration de l'Aïd El-Fitr : Assimi Goïta prie à Koulouba sous le signe de la cohésion nationale **P. 15**

Politique /
Contribution de 10 % sur les ressources des ONG : La société civile alerte sur les risques pour l'action humanitaire au Mali **P. 17**
Autonomisation des jeunes filles : Ambassade du Royaume-Uni à Bamako met à l'honneur deux "Ambassadrices d'un jour" **P. 19**

Culture & société / Cinéma malien : Budget 2026 en hausse pour le FAIC **P. 23**

International /
Célébration de l'Aïd El-Fitr 2026 : Le Président du Faso Ibrahim Traoré partage un message de paix et d'unité avec la communauté musulmane **P. 24**
Bygmalion : Sarkozy renonce à l'appel et exécute sa peine **P. 26**

Sport / CAF : Le Sénégal conteste la perte du titre 2025 au profit du Maroc **P. 27**

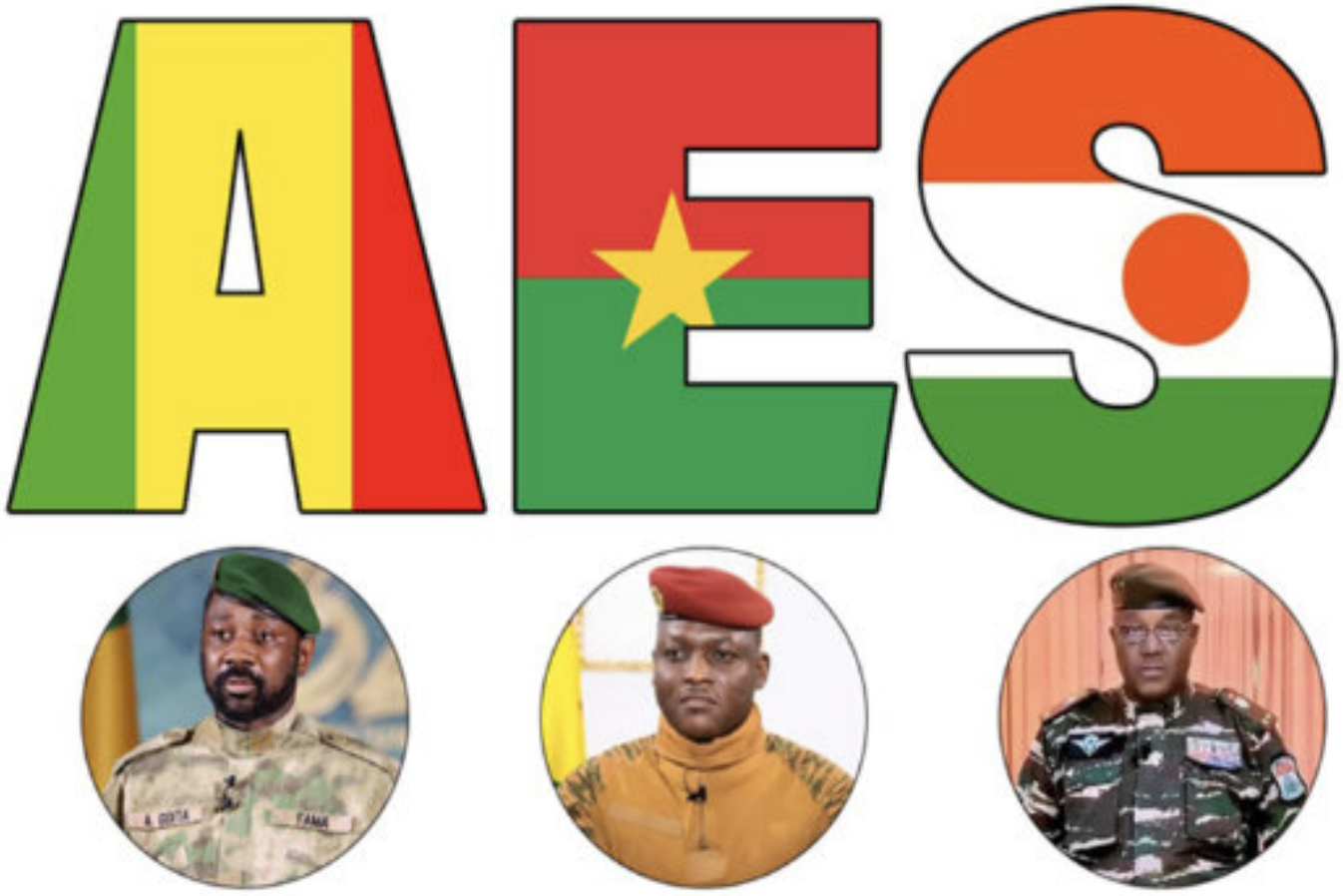
Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Tensions diplomatiques

L'AES dénonce une "ingérence" européenne et durcit le ton

La publication du communiqué officiel de la Confédération des États du Sahel (AES), en date du 19 mars 2026, marque une nouvelle étape dans la dégradation des relations entre les régimes sahéliens et les institutions europ4éennes. En ligne de mire : une résolution adoptée le 12 mars par le Parlement européen, dénonçant la détention de l'ancien président nigérien Mohamed Bazoum.

Dans un ton inhabituellement ferme, l'AES – qui regroupe le Burkina Faso, le Mali et le Niger – rejette catégoriquement ce texte, qualifié d'« ingérence grave, concertée et délibérée ». Pour les autorités sahéliennes, cette résolution ne serait ni neutre ni motivée par des considérations strictement humanitaires, mais relèverait d'un agenda politique et géostratégique assumé.

Une fracture politique assumée

Ce communiqué s'inscrit dans un contexte de rupture progressive entre les États de l'AES et leurs partenaires occidentaux traditionnels. Depuis les différents coups d'État intervenus dans ces pays, les relations avec l'Union européenne se sont considérablement tendues, notamment autour des questions de gouvernance, de sécurité et de respect des droits humains.

L'AES reproche au Parlement européen une approche jugée « sélective », accusant l'institution de passer sous silence les violences subies par les populations sahéliennes depuis plus d'une décennie. En filigrane, c'est toute la stratégie occidentale

dans la lutte contre le terrorisme au Sahel qui est implicitement remise en cause.

Le rejet d'un "paternalisme colonial"

L'un des éléments les plus marquants du communiqué réside dans la dénonciation explicite d'un « paternalisme rétrograde » et d'une « nostalgie d'un passé colonial révolu ». Ce vocabulaire, désormais récurrent dans les discours officiels de l'AES, traduit une volonté claire de rompre avec les anciennes puissances coloniales et de redéfinir les rapports de force internationaux.

À travers cette rhétorique, les dirigeants sahéliens cherchent également à consolider leur légitimité interne en se positionnant comme défenseurs de la souveraineté nationale face à des pressions extérieures perçues comme injustes ou biaisées.

Une bataille de narratifs autour de Mohamed Bazoum

La figure de Mohamed Bazoum cristallise aujourd'hui les tensions. Pour l'Union européenne, sa détention est emblématique d'un recul démocratique préoccupant au Niger. Pour l'AES, en revanche, cette question relève exclusivement de la souveraineté nationale et ne saurait justifier une quelconque intervention extérieure.

Ce désaccord met en lumière une divergence profonde de lecture des événements politiques récents dans la région : d'un côté, une approche axée sur les normes démocratiques et les droits humains ; de l'autre, une logique de rupture et de refondation politique revendiquée par les régimes militaires.

Vers une recomposition géopolitique durable ?

Au-delà de la polémique immédiate, ce communiqué illustre une recomposition géopolitique en cours au Sahel. En rejetant toute « leçon de gouvernance », l'AES affirme sa volonté de tracer une trajectoire autonome, quitte à s'éloigner durablement des standards et des partenaires occidentaux.

Reste à savoir si cette posture de fermeté renforcera la cohésion interne de l'alliance ou accentuera son isolement sur la scène internationale. Une chose est certaine : la crise autour de Mohamed Bazoum dépasse désormais le cadre nigérien pour devenir un symbole des tensions croissantes entre le Sahel et l'Europe.

Moctar SOW



Casimir Sangala



RDC : le Président Tshisekedi décrète un audit de la masse salariale de plus de 500 millions de dollars (283 milliards fcfa) par mois pour un effectif de 7,41 millions de fonctionnaires.

Guinée : face à une crise de liquidités, le président Doumbouya a ordonné l'impression de nouveaux billets de banque afin de réinjecter des fonds dans les circuits financiers.

Formation d'un nouveau gouvernement à Madagascar : le président de la refondation ordonne des tests au détecteur de mensonges anti-corruption pour les candidats au poste de ministre. Un minimum de 60% requis.

CE QUI VA RENDRE LA DÉCISION DE LA CAF IRRÉGULIÈRE - DU PAIN BÉNI POUR LE SENEGAL
Nous avons obtenu la Décision du Jury d'Appel de la CAF qui dénote bien que le quorum est atteint (5 sur 9). Cependant au vu de sa composition, elle va être nulle.
En effet, le document mentionne la participation de cinq membres, dont Moez Ben Tahar Nasri (Tunisie).
Or, ce dernier est également Président de la Fédération Tunisienne de Football depuis le 25 Janvier 2025, donc élu après avoir été désigné membre de cette Commission Indépendante.
Cela pose un sérieux problème au regard des exigences d'indépendance imposées aux organes juridictionnels sportifs.
Les principes généraux du droit du sport, consacrés par la FIFA et confirmés par la jurisprudence du Tribunal Arbitral du Sport, imposent que : Tout organe juridictionnel soit composé de membres indépendants et impartiaux.
Or, un président de fédération nationale est, par nature, une autorité exécutive engagée dans les compétitions organisées par la CAF, donc susceptible d'intérêt direct ou indirect : une irrégularité affectant donc le quorum
Le quorum est une condition de validité de toute décision juridictionnelle ; il ne se limite pas à un simple nombre de membres présents. Il suppose : un nombre minimum de juges et des juges régulièrement habilités et indépendants
Ainsi, si un membre est en situation de conflit d'intérêt ou d'incompatibilité, sa participation est écartée.
Dans ce cas la présence de Moez Nasri est juridiquement contestable et son siège ne peut être valablement comptabilisé
Par conséquent, la formation tombe à quatre membres valides, ce qui peut être inférieur au quorum requis selon les règles internes de la CAF.
Lorsqu'on lit la décision de la CAF (ci-contre), elle-même reconnaît une atteinte au droit à un procès équitable. Pourtant, cette exigence s'impose également au Jury d'appel.
Or, la présence d'un membre potentiellement partial constitue : une violation du principe d'impartialité et un vice substantiel de procédure
Selon la jurisprudence du TAS, un tel vice entraîne : l'annulation pure et simple de la décision et sans quorum régulier, il n'y a pas de décision juridiquement valable.
(Moustaph Maiga)

Cinéma : l'acteur et ex-champion du monde de karaté Carlos Ray Norris alias Chuck Norris, 86 ans, est décédé ce vendredi, après avoir été hospitalisé pour un malaise.

Laïcité au Burkina : interdiction des lieux de culte dans les espaces des services publics et sanctions des nuisances sonores des églises et des mosquées.

Ancien président du comité disciplinaire de la CAF et arbitre respecté au Tribunal arbitral du sport, Raymond Hack livre une analyse tranchée sur la controverse entourant l'application de l'article 84 du règlement de la CAN par le jury d'appel.
Selon lui, la décision rendue repose sur une lecture erronée des textes, avec des conséquences lourdes pour la crédibilité du football africain.
Pour comprendre la polémique, Hack insiste d'abord sur la nécessité de revenir à la base juridique. La commission d'appel s'est appuyée sur l'article 82, qui prévoit des sanctions lorsqu'une équipe quitte le terrain sans autorisation. Mais, souligne-t-il, cette disposition ne peut être invoquée seule pour justifier une élimination.
L'article 84 est explicite : il exige une violation conjointe des articles 82 et 83. Or, dans le cas étudié, le Sénégal n'a enfreint que l'article 82. La nuance entre « et » et « ou » est, selon lui, déterminante et a été ignorée.
L'expert rappelle également un principe fondamental du droit sportif : la décision de l'arbitre est finale. En s'appuyant sur le code disciplinaire de la CAF et les règles de l'IFAB, il explique que le match ne prend fin qu'au coup de sifflet final de l'arbitre. Dans cette rencontre, malgré le départ temporaire des joueurs sénégalais après un penalty accordé au Maroc, l'arbitre n'a pas mis un terme au match. Il a autorisé la reprise du jeu, le penalty a été manqué, et la rencontre s'est poursuivie jusqu'à son terme.
Autre élément clé : aucune réserve officielle n'a été formulée par l'équipe marocaine pendant le match. En l'absence de contestation formelle, les deux équipes ont accepté la poursuite du jeu jusqu'à la décision finale sur le terrain. Pour Hack, cela clôt le débat : le résultat acquis après prolongation doit être maintenu.
Il critique par ailleurs certaines décisions disciplinaires annexes, notamment la réduction des sanctions liées à l'utilisation de lasers dans le stade. Le règlement étant clair sur leur interdiction, il juge incohérent d'alléger les peines si l'infraction est avérée. De même, le comportement des ramasseurs de balle, qui ont interféré avec le jeu, aurait mérité selon lui une appréciation plus rigoureuse au regard de l'esprit du jeu.
En s'appuyant sur des précédents historiques, Hack rappelle que les juridictions sportives, y compris le Tribunal arbitral du sport, ont toujours défendu l'autorité de l'arbitre comme ultime

référence. Remettre en cause ce principe ouvrirait, selon lui, la porte à une instabilité dangereuse dans l'application des règles. Au-delà du cas précis, il déplore l'impact global de cette affaire sur l'image du football africain, qu'il qualifie de « cirque » médiatique et juridique. Pour lui, vouloir réinterpréter a posteriori ce que l'arbitre aurait dû faire affaiblit l'autorité sur le terrain et brouille les règles du jeu.
Quant à une éventuelle procédure devant le Tribunal arbitral du sport, Hack prévient qu'elle sera longue et sans urgence réelle, le match étant terminé, les récompenses attribuées et les primes versées.
Sa conclusion est sans ambiguïté : seul l'arbitre avait le pouvoir de mettre fin à la rencontre, ce qu'il a fait après les prolongations. En conséquence, le Sénégal reste légitimement champion.
#Emedia

CAF : Hamoud Tfeil Bowbe, Mauritanien et membre du Jury d'Appel de la CAF, se dit surpris par une telle décision. Il déclare ne pas être lié, ni de près ni de loin, à cette décision. Pire, en tant que membre du Jury d'Appel de la CAF, il a découvert la...

CAF : l'avocat djiboutien, membre de la commission d'appel de la CAF, dément catégoriquement avoir pris part à la séance ayant abouti à la décision de déclarer le Sénégal forfait.
En voir plus

Bamako Bamada

HOMMAGE : 4 ANS DÉJÀ, LE TIGRE RESTE DANS LES CŒURS
Ce 21 mars 2026 marque le quatrième anniversaire de la disparition de Soumeylou Boubèye Maïga (SBM). Homme d'État d'exception, fin stratège et serviteur infatigable de la République, le "Tigre" a marqué l'histoire contemporaine du Mali de son empreinte indélébile.
De la plume du journaliste à la Primature, en passant par la diplomatie et les services de renseignement, SBM a dédié sa vie à la défense des intérêts supérieurs de notre nation.
« Le Tigre n'est pas mort. Un Tigre ne meurt pas. » C'est par ces mots poignants que son frère, Tiégoum Boubèye Maïga, lui rend hommage aujourd'hui, rappelant la ténacité et l'humilité d'un homme qui n'a jamais reculé devant les défis pour son pays.
Quatre ans après, son héritage politique et sa vision stratégique continuent d'alimenter les débats et d'inspirer de nombreux Maliens.
Retrouvez notre article complet, sa biographie détaillée et les hommages de ses proches sur notre site Bamada via le lien ci-dessous.
Que son âme continue de reposer en paix.
LIEN DE L'ARTICLE DISPONIBLE DANS LE 1er COMMENTAIRE !
#Mali #SBM #Hommage #SoumeylouBoubeyeMaiga #Bamada #HistoireMali #LeTigre



Graphy Blog



Cet fille est une jeune lycéenne orpheline de mère qui a été sévèrement battue par son tuteur juste par ce qu'elle a osé demander qu'elle voulait une nouvelle tenue car l'ancienne était vieille !! SVP partagez au max pour que justice soit faite



AJCAD Mali

Félicitations à notre Directrice Exécutive, Adam Dicko !
L'AJCAD est fière d'annoncer l'élection de sa Directrice Exécutive en tant que Co-Chair de la Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS).
La CSPPS est un réseau international qui regroupe des organisations de la société civile engagées dans la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, et qui œuvre à faire entendre les voix locales dans les espaces de décision internationaux.
Cette élection vient saluer plus d'une décennie d'engagement en faveur de la gouvernance participative, de la paix et de la sécurité, ainsi que du plaidoyer pour une participation effective des femmes et des jeunes dans les processus de décision.
À travers cette nouvelle responsabilité, Adam Dicko portera la voix du Sahel et de la société civile africaine sur la scène internationale, en plaidant pour une paix durable, inclusive et ancrée dans les réalités locales.
Cette reconnaissance est également celle du travail collectif mené par l'AJCAD aux côtés des communautés, des jeunes et des femmes pour construire des sociétés plus justes et résilientes.
Nous lui adressons tous nos encouragements pour ce nouveau mandat !
#Leadership #Peacebuilding #CSPPS #Sahel #CivilSociety #WomenLeadership #YouthLeadership



#Kayes : Quand le théâtre brise les barrières et fait parler les cœurs
Ce mardi 17 mars 2026, l'ambiance au Carrefour des jeunes de Kayes était suspendue à un fil d'émotion pure. Notre Centre Citoyen Communautaire (#3C) a réussi un pari audacieux en utilisant la scène pour interpeller toute une salle sur la place des personnes en situation de handicap dans notre société.
À travers le projet Maara Ni KUNAFONI, nous avons mis en lumière les réalités, les défis et surtout les discriminations injustes que subissent nos frères et sœurs au quotidien. Ce n'était pas qu'une simple pièce de théâtre, c'était un plaidoyer vivant pour exiger un changement de comportement radical au sein de nos communautés.
Le message est clair et a été porté avec force devant le sous-préfet Issa Goïta. Nous militons pour que chaque citoyen, quel que soit son handicap, ait un accès équitable aux soins, à l'éducation et surtout une place réelle dans les instances de décision locale.
L'inclusion n'est pas une faveur, c'est un droit fondamental. En transformant chaque spectateur en acteur du changement, l'AJCAD et ses partenaires Search for Common Ground et l'Union Européenne s'engagent pour une société plus juste où personne n'est laissé au bord de la route.
#UnionEuropéenne #SearchForCommonGround #MaaraNiKunafoni #AJCAD #Inclusion #StopDiscrimination #SFCG #CitoyennetéActive
Une jeunesse responsable pour un monde meilleur.





Marché régional : Le Mali lève 53,6 milliards FCFA



Le Mali a récemment réalisé une importante levée de fonds sur le marché régional de la dette publique, attirant un montant total de 53,673 milliards de FCFA. Cette opération a été marquée par un fort intérêt des investisseurs de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (Uemoa), avec des soumissions globales atteignant 98,286 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 196,57 %.

Les autorités maliennes ont réussi à mobiliser ces fonds en émettant des bons du Trésor à 364 jours ainsi que des obligations à 3 et 5 ans. Les résultats détaillés de l'opération montrent que les BAT à un an ont enregistré des soumissions de 44,848 milliards de FCFA, avec 15,585 milliards retenus et un rendement moyen pondéré de 6,19 %. De leur côté, les OAT à trois ans ont attiré 49,738 milliards de FCFA, dont 34,388 milliards ont été acceptés, affichant un rendement moyen de 8,17 %. Enfin, les obligations à cinq ans ont été entièrement souscrites, avec 3,7 milliards de FCFA retenus et un rendement moyen de 7,66 %.

Cette opération a vu la participation d'investisseurs de différents pays de l'Union tels que le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo, démontrant ainsi la profondeur du marché régional de la dette publique. La date de valeur de cette émission est fixée au 19 mars 2026, avec des échéances échelonnées entre mars 2027 et mars 2031 en fonction des maturités des titres émis.

Cette levée de fonds réussie confirme l'attractivité des titres publics maliens sur le marché financier régional et souligne la confiance des investisseurs de l'Uemoa dans les perspectives économiques du Mali.

Mohamed N'Diaye

Mali : Permis minier élargi à Kéniéba



Le Conseil des ministres, sur rapport du ministre des Mines, a récemment approuvé un projet de décret visant à étendre de manière significative le permis de recherche de la société Roscan Gold Mali SARL. Cette décision marque une étape importante dans le secteur minier malien, en particulier dans le bassin aurifère de Kéniéba, connu pour son potentiel minier prometteur.

Le périmètre d'exploration de la société Roscan Gold Mali SARL, situé dans le cercle de Kéniéba, voit sa superficie plus que doubler, passant de 28 km² à 63,4 km². Cette extension découle des résultats prometteurs des travaux de recherche géologique et minière réalisés sur le permis initial de Kandiolé-Nord, détenu par la société.

Les équipes techniques ont identifié plusieurs anomalies géologiques significatives, indiquant un fort potentiel minéral dans la région. Ces découvertes ont montré que les structures minéralisées dépassent les limites du permis initial et s'étendent sur une zone adjacente non soumise à des droits miniers, incitant ainsi la société à demander cette extension conformément à la réglementation minière malienne en vigueur.

L'adoption de ce décret par le Conseil des ministres confirme officiellement l'agrandissement du domaine minier de Roscan Gold Mali SARL. Cette décision gouvernementale s'inscrit dans la stratégie de dynamisation de la recherche minière de l'État malien, visant à encourager la découverte de nouveaux gisements exploitables et à promouvoir le secteur minier du pays.

Cette extension du permis de recherche de la société Roscan Gold Mali SARL dans le bassin aurifère de Kéniéba témoigne de la confiance du gouvernement malien dans le potentiel minier de la région et de son engagement à soutenir le développement du secteur minier pour le bénéfice économique du pays.

Moussa Diarra

www.malikile.com

Hausse inquiétante des cas de dengue : Appel à la vigilance collective du Président



Lors du dernier Conseil des ministres, le ministre de la Santé et du Développement social a alerté sur la situation épidémiologique nationale, mettant en lumière une hausse préoccupante des cas de dengue à travers le pays. Cette maladie virale, transmise par les moustiques, connaît une augmentation significative du nombre de cas confirmés par rapport à la semaine précédente, comme l'indique le rapport présenté au gouvernement. Cette tendance à la hausse des cas de dengue suscite une réelle inquiétude parmi les autorités sanitaires, qui redoublent d'efforts pour contenir la propagation du virus. Pour contrer cette menace épidémique, le Président de la Transition, Chef de l'État, le Général d'armée Assimi Goïta, a lancé un appel pressant à la responsabilité collective. Il enjoint l'ensemble de la population à respecter strictement les mesures de prévention et de lutte contre les maladies vectorielles.

La mobilisation de tous est essentielle pour endiguer la progression de la dengue. Les gestes simples tels que l'élimination des gîtes larvaires, la protection individuelle contre les piqûres de moustiques, ou encore la sensibilisation accrue à l'importance de l'hygiène environnementale, sont autant de moyens efficaces de lutter contre la propagation de cette maladie potentiellement mortelle.

Dans ce contexte, la collaboration de chacun est primordiale pour préserver la santé publique et limiter les risques liés à cette épidémie. En respectant les consignes des autorités sanitaires et en adoptant des comportements responsables, chaque individu contribue à la protection de la communauté dans son ensemble.

Face à la recrudescence des cas de dengue, il est impératif que chacun reste vigilant et s'engage activement dans la lutte contre cette maladie. La solidarité et la coopération de tous sont essentielles pour surmonter cette épreuve et garantir la sécurité sanitaire de la population.

Fatou Sissoko

Abdoulaye Diop soutient le Forum Panafricain des Médias : Vers une reconquête du narratif africain



Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, M. Abdoulaye Diop, a récemment rencontré une délégation de la Maison de la Presse, dirigée par M. Bandiougou Danté, en vue des préparatifs du Forum Panafricain des Médias qui se tiendra du 03 au 06 mai 2026 à Bamako, la capitale du Mali.

Cette rencontre revêt une importance capitale dans un contexte géopolitique complexe marqué par une intensification des hostilités informationnelles et une guerre communicationnelle sans précédent. Le Forum Panafricain des Médias vise à devenir une plateforme de référence pour renforcer le narratif souverain des États africains, démocratiser les débats médiatiques à l'échelle du continent et redéfinir des concepts fondamentaux tels que la liberté de la presse, en tenant compte des réalités africaines.

L'événement rassemblera des décideurs politiques, des experts internationaux, des professionnels des médias et des figures des mouvements panafricanistes, ce qui en fait un rendez-vous incontournable pour le secteur médiatique africain.

Le Ministre Abdoulaye Diop a salué cette initiative avec ferveur, la qualifiant d'opportune et stratégique. Il a souligné l'urgence de lutter efficacement contre la "guerre cognitive" afin de décoloniser les esprits et de reconquérir les récits nationaux et continentaux. Il a également souligné que la maîtrise de l'information est un pilier essentiel de la souveraineté des États à l'heure actuelle.

En réaffirmant son soutien total au Forum Panafricain des Médias, le Ministre des Affaires étrangères a mis en avant l'importance de ce rendez-vous pour l'avenir des médias en Afrique et pour la promotion d'un discours médiatique indépendant et souverain. Cette initiative s'inscrit dans une démarche de renforcement du rôle des médias dans la construction d'une Afrique unie et prospère.

Le Forum Panafricain des Médias s'annonce d'ores et déjà comme un événement majeur qui contribuera à façonner l'avenir de la presse en Afrique et à promouvoir une communication authentique et éclairée au service du continent.

Fatou Sissoko

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité dActivité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité dActivité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Bureau des Produits Pétroliers : Un convoi exceptionnel de 790 citernes accueilli



Dans un contexte marqué par des inquiétudes persistantes autour de l'approvisionnement en carburant, la Direction Générale des Douanes du Mali a effectué une visite stratégique au Bureau des Produits Pétroliers (BPP) le 18 mars 2026. Conduite par Cheickna Amala Diallo, accompagné de son adjoint, le Colonel-major Mamadou Traoré, cette descente sur le terrain visait à constater l'arrivée effective d'un impressionnant convoi de 790 citernes transportant des produits pétroliers.

Cette visite intervient à un moment crucial, alors que de nombreuses localités du pays font face à des difficultés d'accès au carburant. Malgré les communications officielles visant à rassurer l'opinion publique, la perception d'une pénurie persiste dans plusieurs stations-service, alimentant un climat d'inquiétude chez les usagers et les acteurs économiques. L'arrivée de ce convoi d'envergure apparaît donc comme un signal fort envoyé par les autorités pour atténuer les tensions et garantir la continuité de l'approvisionnement.

Sur place, le Directeur Général des Douanes a tenu à vérifier personnellement le bon déroulement des opérations de traitement des cargaisons. Il s'est notamment assuré

que les procédures douanières s'effectuent dans le respect des normes en vigueur, tout en mettant l'accent sur la célérité nécessaire dans un contexte d'urgence économique et sociale. Cette démarche traduit la volonté des autorités de renforcer le contrôle tout en facilitant la mise à disposition rapide des produits pétroliers sur le marché national.

Au cours de cette mission, Cheickna Amala Diallo a salué l'engagement et le professionnalisme des agents des Douanes mobilisés au BPP. Placés sous la responsabilité du Colonel-major Sira Mallé, ces agents assurent un service continu, 24 heures sur 24, afin de traiter avec diligence les formalités liées aux cargaisons pétrolières. Une mobilisation d'autant plus remarquable qu'elle intervient à l'approche du mois de Ramadan, période durant laquelle les besoins énergétiques connaissent souvent une hausse.

Cette présence renforcée sur le terrain illustre l'importance stratégique du Bureau des Produits Pétroliers dans la chaîne d'approvisionnement énergétique du pays. En facilitant le dédouanement rapide des citernes, les services douaniers jouent un rôle clé dans la régulation du marché et la prévention des ruptures de stock.

Toutefois, au-delà de cet effort logistique notable, la question structurelle de l'approvisionnement en carburant reste posée. Les difficultés observées ces dernières semaines mettent en lumière les vulnérabilités du système d'importation et de distribution, appelant à des réformes plus profondes pour garantir une meilleure résilience du secteur.

En attendant, l'arrivée de ce convoi exceptionnel de 790 citernes constitue une bouffée d'oxygène pour le marché national. Elle témoigne de la mobilisation des autorités et de l'ensemble des acteurs impliqués pour faire face à la crise et rassurer les populations. Reste désormais à traduire cette dynamique en solutions durables, afin d'éviter la récurrence de telles tensions à l'avenir.

Karamoko B Keita



Célébration de l'Aïd El-Fitr : Assimi Goïta prie à Koulouba sous le signe de la cohésion nationale



Le Mali a célébré, ce jeudi 19 mars 2026, la fête de l'Aïd El-Fitr dans un climat empreint de ferveur religieuse et de recueillement. À cette occasion, le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a accompli la prière marquant la fin du mois sacré du Ramadan au Palais de Koulouba, entouré de nombreux fidèles musulmans et de hautes personnalités de la République.

Autour du Chef de l'État, plusieurs figures institutionnelles ont pris part à cette prière solennelle, notamment le Premier ministre, le Président du Conseil national de Transition (CNT), des membres du gouvernement ainsi que des diplomates accrédités au Mali. Cette forte mobilisation témoigne de l'importance accordée à cet événement religieux majeur, mais aussi de sa dimension symbolique dans un contexte national marqué par de multiples défis.

La prière a été dirigée par l'imam de la mosquée de Koulouba, Abdrahamane Touré. Dans son sermon, il a rappelé les valeurs essentielles du Ramadan, notamment la solidarité, la patience, le pardon et le renforcement de la foi. Il a également formulé des prières pour la paix, la stabilité et la prospérité du Mali, tout en appelant les autorités et les citoyens à œuvrer ensemble pour le bien commun.

Dans une déclaration prononcée à l'issue de la prière, le Président Assimi Goïta a placé cette célébration sous le signe de la cohésion nationale. Il a insisté sur la nécessité de consolider l'unité entre les Maliens, dans un contexte où le pays poursuit ses efforts de refondation politique, institutionnelle et sécuritaire. Le Chef de l'État a également évoqué les dynamiques en cours, soulignant l'importance de la résilience collective face aux défis auxquels le Mali est confronté.

Cette célébration à Koulouba revêt par ailleurs une signification particulière. Depuis l'incident survenu en juillet 2021, au cours duquel le Président de la Transition avait été victime d'une tentative d'agression au couteau lors d'une prière publique, les dispositions sécuritaires ont été renforcées autour de sa personne. En conséquence, les grandes prières religieuses auxquelles il participe sont désormais organisées au sein du Palais de Koulouba, un cadre jugé plus sécurisé. Cette évolution traduit une adaptation des pratiques institutionnelles face aux impératifs de sécurité, sans pour autant altérer la portée spirituelle de ces moments de communion.

Malgré ce contexte particulier, la célébration de l'Aïd El-Fitr reste un moment fort de rassemblement et d'espoir pour les Maliens. Elle symbolise la fin d'un mois de dévotion et ouvre une période placée sous le signe du partage et de la solidarité.

En réunissant autorités politiques, diplomates et fidèles autour d'une même prière, cette célébration à Koulouba illustre la volonté des plus hautes instances de l'État de promouvoir l'unité nationale. Elle rappelle également que, au-delà des défis sécuritaires et politiques, les valeurs spirituelles demeurent un socle essentiel pour la stabilité et la cohésion du Mali.

Yacouba Ongoiba



Contribution de 10 % sur les ressources des ONG : La société civile alerte sur les risques pour l'action humanitaire au Mali



Les organisations de la société civile malienne et plusieurs ONG internationales ont exprimé, dans un communiqué rendu public le 13 mars 2026, leurs vives préoccupations face au projet du gouvernement visant à instaurer une contribution obligatoire de 10 % sur les ressources des projets, associations et fondations opérant au Mali. Cette mesure, destinée à financer les activités de suivi et de contrôle, suscite un débat croissant dans un contexte déjà marqué par la fragilité des financements humanitaires et de développement.

Dans leur déclaration, les organisations signataires affirment avoir « pris acte » de l'initiative gouvernementale, qui s'inscrit dans une volonté affichée de renforcer le cadre de gouvernance du secteur associatif. Elles saluent notamment la création de l'Agence nationale d'Investissements des Collectivités Territoriales et d'Appui au Contrôle des Associations et Fondations (ANICT-ACAF), perçue comme un instrument visant à promouvoir la transparence, la redevabilité et une meilleure coordination des actions de développement.

Toutefois, ces acteurs expriment des réserves importantes quant aux implications potentielles de la contribution de 10 %. Selon eux, l'introduction d'un tel prélèvement pourrait avoir des conséquences directes sur l'efficacité de l'action humanitaire. Parmi les risques

évoqués figurent la réduction des ressources destinées aux bénéficiaires, la duplication des coûts de suivi et d'évaluation déjà pris en charge par les partenaires techniques et financiers, ainsi que des difficultés de conformité avec les règles strictes imposées par la majorité des bailleurs internationaux.

Le communiqué souligne également que l'essentiel des financements mobilisés par les ONG et les organisations de la société civile provient de ressources publiques issues de pays partenaires. Ces fonds, souvent encadrés par des accords rigoureux, limitent fortement, voire interdisent, leur affectation à des taxes ou prélèvements non prévus. Dans ce contexte, la mise en œuvre de cette contribution pourrait compromettre certains financements et affecter l'attractivité du Mali auprès des partenaires internationaux.

Au-delà de ces inquiétudes, les organisations signataires rappellent leur contribution déjà significative à l'économie nationale. Elles citent notamment le paiement de l'Impôt sur les Traitements et Salaires (ITS), les cotisations sociales versées à l'INPS, la TVA sur les biens et services consommés localement, ainsi que diverses contributions liées aux télécommunications et aux transactions financières. À cela s'ajoute la création d'emplois directs et indirects, représentant au total plusieurs dizaines de milliards de FCFA injectés chaque année dans l'économie malienne.

Le rôle des ONG ne se limite pas à ces apports fiscaux et économiques. Une grande partie des ressources mobilisées est exécutée à travers des opérateurs économiques nationaux, contribuant ainsi au dynamisme du tissu entrepreneurial local. Des secteurs tels que le forage hydraulique, la construction d'infrastructures, la distribution de vivres ou encore les services logistiques bénéficient directement de ces investissements.

Sur le plan social, les organisations rappellent leur rôle central dans l'accès des populations aux services sociaux de base, notamment dans les zones les plus vulnérables. Elles insistent sur le fait que l'action humanitaire repose sur des principes internationaux reconnus, en particulier ceux énoncés dans la Résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui préconise une assistance sans entraves administratives et fiscales susceptibles d'en compromettre l'efficacité.

Face à cette situation, les organisations signataires, parmi lesquelles le Conseil national de la Société civile (CNSC), le Forum des ONG internationales au Mali (FONGIM) ou encore la Coordination des Associations et ONG féminines du Mali (CAFO), appellent à privilégier le dialogue et la concertation. Elles estiment que le partenariat reste le levier le plus efficace pour renforcer l'impact des actions de développement au bénéfice des populations maliennes.

Yacouba Ongoiba



Autonomisation des jeunes filles : Ambassade du Royaume-Uni à Bamako met à l'honneur deux "Ambassadrices d'un jour"



A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, l'Ambassade du Royaume-Uni à Bamako a organisé, le 17 mars 2026, une initiative inspirante en accueillant deux jeunes Maliennes, Sanata Dembélé et Bintou Alicia Sangaré, en tant qu'"Ambassadrices pour une journée". Cette expérience immersive s'inscrit dans un programme collaboratif réunissant plusieurs missions diplomatiques et organisations internationales engagées dans la promotion de l'égalité des genres.

L'objectif de cette initiative est clair : offrir aux jeunes filles une opportunité unique de découvrir les coulisses de la diplomatie, comprendre les enjeux des relations internationales et, surtout, renforcer leur confiance en leurs capacités à accéder à des postes de responsabilité. À travers cette immersion, les organisateurs entendent démontrer que les métiers de la diplomatie et du leadership ne sont pas hors de portée pour les jeunes femmes africaines.

La journée a débuté au sein même de l'ambassade britannique, où les deux jeunes "ambassadrices" ont pris part aux réunions de différentes sections. Cette première étape leur a permis de mieux appréhender

le fonctionnement interne d'une mission diplomatique, ainsi que le rôle stratégique des différents services dans la mise en œuvre des politiques étrangères. Une expérience enrichissante qui leur a offert une vision concrète du travail diplomatique au quotidien.

Dans la continuité de leur immersion, Sanata Dembélé et Bintou Alicia Sangaré ont été reçues à l'Ambassade du Brésil à Bamako. Cette visite a donné lieu à une session d'échanges axée sur les recommandations issues de la COP30, ainsi que sur le retour d'expérience du Brésil, qui participe également à cette initiative d'"Ambassadrice pour une journée". Les discussions ont mis en lumière les enjeux globaux liés au climat et l'importance de l'engagement des jeunes générations dans les processus décisionnels internationaux.

La journée s'est poursuivie par une visite de terrain à l'Tree Aid, une organisation soutenue par le Royaume-Uni, notamment dans les domaines de l'agroforesterie et de la protection de l'environnement. Sur place, les deux jeunes participantes ont pu constater l'impact concret des actions menées au niveau local pour renforcer la résilience climatique et promouvoir un développement durable. Cette immersion a permis de relier les enjeux globaux abordés plus tôt dans la journée à des initiatives tangibles sur le terrain.

La cérémonie s'est achevée par la remise officielle de certificats aux deux jeunes ambassadrices, saluant leur engagement, leur curiosité et leur ambition. Un moment symbolique fort, qui consacre leur participation à cette expérience unique et valorise leur potentiel en tant que futures leaders.

À travers cette initiative, le Royaume-Uni réaffirme son engagement en faveur de l'autonomisation des jeunes filles et des femmes au Mali et dans le monde. En créant des espaces d'apprentissage et d'inspiration, de telles actions contribuent à briser les barrières sociales et culturelles, tout en encourageant une nouvelle génération de femmes à s'impliquer activement dans les sphères décisionnelles.

Yacouba Ongoiba



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Cinéma malien : Budget 2026 en hausse pour le FAIC



Ce mardi 17 mars 2026, la salle de réunion du ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, sise à la Cité Administrative, a été le théâtre des travaux de la 11e session ordinaire du Conseil d'Administration du Fonds d'Appui à l'Industrie Cinématographique (FAIC).

Sous la présidence de M. Mahamadou dit Koumbouna Diarra, Secrétaire général du ministère, représentant le ministre Mamou Daffé, la cérémonie d'ouverture a réuni la Directrice générale adjointe du FAIC, Mme Koné Mariam Maïga, ainsi que des administrateurs et membres du cabinet ministériel.

Dans son allocution, le Secrétaire général a mis en lumière les défis structurels persistants auxquels est confronté le cinéma malien, notamment en matière de financement, de formation et de professionnalisation des acteurs. Pour répondre à ces enjeux, le budget prévisionnel du FAIC pour l'exercice 2026 a été fixé à 203 millions de FCFA, en progression de 14 % par rapport à l'année précédente.

Cette enveloppe budgétaire vise à soutenir une feuille de route ambitieuse comprenant le lancement d'appels à projets pour les œuvres cinématographiques et audiovisuelles, l'appui technique et financier aux festivals nationaux, ainsi que le

renforcement des capacités des professionnels du secteur.

Cette session s'inscrit dans une dynamique nationale forte, portée par la proclamation par le Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta, de l'année 2026 comme "Année de la Culture et de l'Éducation". Cette orientation stratégique vise à valoriser la culture comme un levier essentiel de l'identité nationale et du développement du capital humain.

La Directrice générale adjointe, Mme Koné Mariam Maïga, a souligné les difficultés de trésorerie auxquelles le Fonds est confronté et a appelé à l'accompagnement des administrateurs pour garantir la continuité des activités et optimiser l'impact du FAIC auprès des créateurs.

En déclarant les travaux ouverts, M. Diarra a encouragé les participants à examiner les documents avec rigueur afin de proposer des solutions innovantes pour relancer durablement l'industrie du cinéma au Mali.

Cette réunion du Conseil d'Administration du FAIC témoigne de l'engagement des acteurs publics et privés en faveur du développement du cinéma malien, en dépit des défis persistants. La volonté de renforcer le secteur cinématographique comme levier de développement culturel et économique est au cœur des priorités, dans une perspective de valorisation du patrimoine culturel et de promotion des talents locaux.

Fatou Sissoko





Célébration de l'Aïd El-Fitr 2026 :
Le Président du Faso Ibrahim Traoré partage un message de paix et d'unité avec la communauté musulmane



A l'occasion de la célébration de l'Aïd El-Fitr, le Président du Faso et Chef de l'État, Son Excellence le Capitaine Ibrahim Traoré, s'est joint à la communauté musulmane pour la prière du Ramadan dans un quartier populaire de la ville de Ouagadougou. Ce geste symbolique a marqué l'engagement du Président à être proche de ses concitoyens et à célébrer ensemble les moments importants de la vie religieuse et sociale du pays.

Dans un message diffusé aux Burkinabè en ce jour de fête, le Président Traoré a tenu à rendre hommage aux Forces combattantes engagées sur le terrain pour la sécurité et la défense du pays. Il a salué leur dévouement et leur courage face aux défis sécuritaires actuels. De plus, il a lancé un appel à l'ensemble des citoyens burkinabè pour renforcer la cohésion sociale, gage de paix,

de stabilité et de développement pour le Burkina Faso.

Par cette démarche, la Présidence du Faso montre son engagement en faveur de l'unité nationale et de la solidarité entre les différentes composantes de la société burkinabè. En partageant ce moment de recueillement et de célébration avec la communauté musulmane, le Président Traoré envoie un message fort d'inclusion et de respect des diversités religieuses qui font la richesse du Burkina Faso.

La Direction de la communication de la Présidence du Faso a souligné l'importance de telles initiatives qui renforcent les liens entre le gouvernement et la population, et encouragent le dialogue interreligieux et la coexistence pacifique. En cette période de fête et de réflexion, le Président Ibrahim Traoré réaffirme son engagement envers un Burkina Faso uni, prospère et en paix.

Cette célébration de l'Aïd El-Fitr 2026 restera gravée dans les mémoires comme un moment de partage, d'harmonie et d'espoir pour l'avenir du Burkina Faso.

Arouna Sidibé



Bygmalion : Sarkozy renonce à l'appel et exécute sa peine



Nicolas Sarkozy a décidé de ne pas faire appel du rejet de sa demande de confusion des peines, ce qui signifie qu'il devra purger la peine de six mois de prison ferme à laquelle il a été condamné dans l'affaire Bygmalion. Cette condamnation est liée au financement de sa campagne électorale de 2012.

Initialement, l'ancien chef de l'État avait demandé à ce que cette peine soit regroupée avec celle prononcée dans l'affaire des écoutes, également connue sous le nom de Paul Bismuth. Cependant, cette demande a été rejetée par le tribunal le 9 mars dernier. Bien qu'il aurait pu faire appel de cette décision, Nicolas Sarkozy a finalement choisi de renoncer, rendant ainsi définitive l'exécution de sa peine dans l'affaire Bygmalion.

Le juge d'application des peines va maintenant convoquer Nicolas Sarkozy pour lui expliquer les modalités de sa condamnation et décider de la manière dont elle sera exécutée. La cour d'appel a précisé que cette peine est aménageable, offrant ainsi au juge plusieurs options telles que des travaux d'intérêt général, des jours amendes ou une détention à domicile sous surveillance électronique. Cette dernière option semble être la plus probable, étant donné que Nicolas Sarkozy avait déjà porté un bracelet électronique l'an dernier dans le cadre de sa condamnation dans l'affaire des écoutes.

Parallèlement à cette affaire, Nicolas Sarkozy est également confronté au procès concernant les soupçons de financement libyen de sa campagne de 2007. Ce procès a débuté le 16 mars et l'ancien président met tout en œuvre pour obtenir une relaxe totale dans cette affaire qui est sa priorité actuelle.

Arouna Sidibé

CAF : Le Sénégal conteste la perte du titre 2025 au profit du Maroc



Le monde du football africain est secoué par une crise sans précédent suite à la décision de la Confédération africaine de football (CAF) de retirer le titre de champion d'Afrique 2025 aux Lions de la Teranga pour le remettre au Maroc. Le gouvernement sénégalais, par le biais de sa porte-parole Marie Rose Khady Fatou Faye, a exprimé sa "vive consternation" face à cette décision, la qualifiant de "gravité exceptionnelle".

Ce qui aurait pu être un simple différend disciplinaire s'est transformé en une affaire d'État, le gouvernement sénégalais dénonçant une remise en cause de la "vérité du terrain" au profit d'une décision administrative jugée "grossièrement illégale". Le Sénégal estime que la décision de la CAF est basée sur une interprétation erronée des règlements et a même soulevé des "soupçons de corruption" au sein des instances dirigeantes de l'organisation.

Le Secrétaire d'État auprès du Premier ministre s'insurge contre cette décision qu'il qualifie de tentative de dépossession injustifiée de l'engagement, du mérite et de l'excellence sportive du Sénégal. Le gouvernement a annoncé qu'il userait de tous les recours possibles, y compris en saisissant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) de Lausanne, pour rétablir la primauté du résultat sportif.

Au-delà de la question du trophée, cette affaire prend une dimension diplomatique complexe. Le gouvernement sénégalais a fait mention de la solidarité de la nation envers les supporters sénégalais détenus au Maroc à la suite d'incidents survenus lors de la finale de la Coupe d'Afrique des Nations. Il s'est engagé à obtenir leur libération dans les meilleurs délais.

Alors que le Maroc a officiellement récupéré le titre sur tapis vert, le Sénégal se positionne en défenseur de l'honneur du sport africain. Cette bataille, désormais portée sur le terrain judiciaire international, promet de marquer l'histoire du football mondial. Le Sénégal affirme qu'il restera "vigilant et inflexible" dans cette lutte pour la justice sportive et la vérité sur le terrain.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Réviser vos stratégies sera tout à fait indispensable, aujourd'hui. Vous vous sentez las de tout ce qui a trait au combat au sens large. Vous pourrez vous ressourcer efficacement au travers d'un sport de mouvement.

Gaieté et insouciance sont au rendez-vous ! Il est difficile de rester raisonnable et sérieux. Il est temps de manifester votre point de vue. Les alliances commerciales sont favorisées si vous prenez des initiatives.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vos relations avec les plus jeunes et les enfants vous mettent du baume au cœur. Vos échanges seront des plus harmonieux. Gardez les pieds sur terre si vous sortez, ne présumez pas que vous serez invincible... Comportez-vous avec modération. Vous vous sentez aujourd'hui plus paisible et plus tranquille et vous retournez à votre routine quotidienne. Des conversations particulièrement gratifiantes avec les personnes que vous aimez vous donnent une vision plus spirituelle et bienveillante de qui ils sont vraiment.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devez prendre de temps de réfléchir avant d'agir. L'ordre vous rendra plus efficace. Une certaine nervosité se fait sentir, vous avez besoin de vous aérer davantage, de calmer votre rythme de vie.

Évitez d'envenimer les échanges, même si ça vous est difficile. Ne vous découragez pas car, au bout du compte, cette traversée mouvementée devrait aboutir à la consécration de liens vraiment authentiques, en accord avec vos aspirations les plus profondes.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous pourrez faire fructifier vos talents créatifs pour résoudre des problèmes pratiques. Facilitez-vous la vie ! De plus, vous serez amené à partager des discussions très positives qui sauront vous redonner l'énergie morale qui vous faisait défaut. Gaieté et insouciance sont au rendez-vous ! Il sera difficile de rester sans rien faire aujourd'hui. Au risque de vous épuiser inutilement, n'en faites pas trop pour autant. Privilégiez plutôt les moments de détente et de rigolade en bonne compagnie.

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre droiture sera détonante. Vous vous rapprocherez des personnes les plus sincères de votre entourage. Ne vous acharnez pas à résoudre des détails sans importance, vous êtes nerveux parce que vous êtes fatigué. Donnez-vous de la détente ! Le climat est dynamique mais fatigant, vous avez le sentiment de faire 10 choses à la fois et de courir partout sans être vraiment efficace. Probablement êtes-vous un peu trop rigide ? Essayez de vous adapter avec bonne humeur.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Maintenant que vous voyez plus clair, vous allez pouvoir lancer de nouveaux projets. Ne vous confiez pas à n'importe qui, tout le monde ne peut pas partager vos rêves? et certains risquent de les critiquer vertement?.

Vous serez plus pétillant que jamais, aujourd'hui et positivement entraînant pour votre entourage. En effet, votre joie de vivre sera communicative et créera une agréable ambiance. Cette journée sera rythmée par de sympathiques moments de partage.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vos idées s'éclaircissent, voici le moment venu de prendre une décision qui vous engage à long terme. Une faiblesse au niveau forme se fait sentir, il serait positif de dynamiser votre corps, faites du sport !

Vous entamez votre journée en étant pleinement motivé. Votre enthousiasme va vous permettre de donner le meilleur de vous-même et d'agir très efficacement. Votre rendement sera particulièrement apprécié et vous pourrez être fier de vous.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre façon d'agir sera instinctivement constructive, ne perdez pas de temps en hésitations inutiles. Surveillez votre sommeil, attention aux excès en tout genre, vous avez besoin de vous discipliner et de faire du sport.

Les esprits sont vifs, les mouvements rapides et les déplacements nombreux. Vous avez certainement quelque chose à retirer de cette effervescence mais ne vous laissez pas gagner par l'agitation, les maladresses, les distractions.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Il y a des jours où tous vos problèmes surgissent en même temps et vous vous retrouvez plongé dans le chaos. Mais vous avez toujours de bons amis sur lesquels vous pouvez compter et leur présence sera remarquable.

L'humour est votre meilleure arme, vous allez en faire la preuve partout autour de vous aujourd'hui ! Cela va déconcerter ceux qui comptaient vous mettre des bâtons dans les roues et amuser les autres. Ainsi, la journée va se dérouler de manière joviale.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous vous affirmerez avec facilité aujourd'hui et serez plus disposé à entretenir des discussions constructives. Vous vous sentirez compris et soutenu. La journée s'annonce donc idéale pour négocier et obtenir ce que vous désirez ! Aujourd'hui vous assumerez toutes vos responsabilités, hors de question de ne pas les prendre en charge. Vous serez impliqué, vous serez dans de très bonnes dispositions. Votre moral étant au beau fixe, vous ne vous inquiéterez de rien.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous avez du mal à vous mettre au travail. Ne faites pas d'efforts pour rien, réfléchissez avant de vous lancer. Un besoin de repos se fait sentir. N'en faites pas trop et délassez-vous le plus possible.

Le ciel renforce votre communication et soutient vos échanges tout au long de la journée. Vous pouvez améliorer vos relations avec vos proches mais également développer votre influence sur les autres et régner en maître sur votre entourage.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous serez plus convaincant tout en douceur, davantage enclin à arrondir les angles, vous n'aurez qu'à vous en féliciter. Votre énergie soutient durablement vos actions. Prenez le temps de prendre vos repas au calme.

Aujourd'hui vous décidez de dire bye-bye aux contraintes. Votre esprit vagabonde, vous recherchez qu'une seule chose c'est de trouver un peu de quiétude et un peu de calme. Vous ne serez pas du tout déçu par le déroulement de cette journée.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé · +223 70 44 22 23 · ampikile@gmail.com · www.malikile.com